

*Nw-2004*

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB



*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1<sup>er</sup> août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989, modifié le 17 décembre 1997, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE ROUX Michel », l'autorisant à exploiter en BRINGOLO au lieu-dit « Cosquer » un élevage avicole de 62800 animaux équivalents (*soit 41800 poulets de chair et 7000 dindes*) ;
- VU la demande présentée le 27 février 2003 par l'installation classée « **LE ROUX Michel** », sise « Cosquer » en BRINGOLO, en vue de la régularisation administrative avec restructuration d'un élevage avicole autorisé (*80298 poulets exports, ou 54027 poulets standards et 7 000 dindes*) soit 80298 animaux-équivalents, ainsi que la mise aux normes du plan d'épandage, à BRINGOLO au lieu-dit « Cosquer » (Section D1 N°117-153A) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

- VU les délibérations des conseils municipaux de BRINGOLO (19 septembre 2003) - GOUDELIN (13 octobre 2003) - LE MERZER (29 septembre 2003) - PLOUMAGOAR (19 septembre 2003) - SAINT AGATHON (24 septembre 2003) - SAINT JEAN Kerdaniel (11 septembre 2003) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 3 août 2004 ;
- VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 10 novembre 2004 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à moins de 100 mètres du tiers le plus proche ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à moins de 50 mètres du cours d'eau le plus proche ;

**CONSIDERANT** que les tiers concernés ont donné leur accord ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUAGAT, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

**CONSIDERANT** que l'exploitation produit 12231 UN, qui seront mises à la disposition de trois prêteurs ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> -**

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « LE ROUX Michel », à installer et exploiter à « Cosquer » (section D1 N°117-153A) en BRINGOLO, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 80298 animaux équivalents en présence simultanée, soit 80298 poulets de chair, *sous réserve que la rotation des productions sur les 3 poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 12 045 kg par an.*

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

**ARTICLE 2 -**

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

## 2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

## 2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2974 m<sup>2</sup>

2.3.2 - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

## 2.4 - AUTRES :

2.4.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de douze mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

## **ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUITES ET FORAGES EXISTANTS**

Le puit sur la parcelle 153 a section D ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, le pétitionnaire est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

3-1 - Un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;

3.2 - la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

3.3 - les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

3.4 - le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

3.5 - l'interconnexion avec le réseau public est interdite;

3.6 - l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

#### ARTICLE 4: RESORPTION-

La résorption par restructuration interne est de 467 unités.

#### ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### ARTICLE 6 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

#### ARTICLE 7 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de BRINGOLO pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de BRINGOLO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « LE ROUX Michel ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « LE ROUX Michel » dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 9 -

Les décisions préfectorales susvisées du 5 janvier 1989 et du 17 décembre 1997 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

#### ARTICLE 10 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de GUINGAMP,

Le Maire de BRINGOLO,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de BRINGOLO - GOUDELIN - LE MERZER - PLOUMAGOAR - SAINT AGATHON - SAINT JEAN Kerdaniel pour information.

SAINT-BRIEUC, le 30 NOV. 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général

Jacques MICHEL OT

